

Sarkozy à raison !

mardi 10 novembre 2009, par [LÖWY Michael](#) (Date de rédaction antérieure : 23 février 2009).

Foin de la bronca universitaire ! Le sociologue et philosophe Michael Löwy le proclame avec vigueur et déférence : Monsieur Le Président De La République avait raison dans son discours du 22 janvier aux chercheurs. Et voici pourquoi, en 6 points.

SARKOZY A RAISON !

Face aux critiques presque unanimes des projets de réforme de la recherche et de l'université dans les milieux scientifiques, je voudrais faire entendre une voix dissonante, pour proclamer, haut et fort : monsieur le président de la République a raison !

1) Dans son — déjà célèbre — discours du 22 janvier aux chercheurs, M. Sarkozy disait : « *Ecoutez, c'est consternant mais ce sera la première fois qu'une telle évaluation sera conduite dans nos universités, la première. Franchement, on est un grand pays moderne, c'est la première fois* ». Les universitaires ont répondu qu'ils sont évalués par un jury lors de leur thèse de doctorat, lors de leur HDR, lors de leur recrutement comme enseignants, lors de leur promotion, etc. Certes, mais c'est une évaluation par leurs pairs, autrement dit, une évaluation sans valeur, parce que venant du même milieu. Or, dans une entreprise, ou un supermarché, qui proposerait, sérieusement, que les employés soient évalués par leurs pairs ?

Pour une gestion efficace, c'est au patron de l'entreprise d'évaluer son personnel.

En proposant que l'évaluation soit faite, en dernière analyse, par les présidents d'université, M. Sarkozy ne fait qu'étendre à celles-ci des méthodes de management qui ont fait leurs preuves. Pourquoi l'évaluation des enseignants-chercheurs devrait se faire sur des critères différents des autres entreprises ?

2) Donnons encore la parole à M. le président : « *Je ne veut pas être désagréable, à budget comparable, un chercheur français publie de 30% à 50% moins qu'un chercheur britannique dans certains secteurs* ». A la place des critères qualitatifs utilisés — par les pairs, bien entendu — pour évaluer les travaux scientifiques des chercheurs — leur originalité, leur rigueur, leur contribution à la production des savoirs — M. Sarkozy propose un critère beaucoup plus objectif et infaillible : la quantité de publications. Finies les erreurs d'appréciation subjectives, les jugements discutables : avec la bibliométrie on a des bases scientifiques, objectives et précises pour l'évaluation. Le président d'université n'aura qu'à mettre dans son ordinateur les chiffres de publication des enseignants et l'évaluation sera faite automatiquement par l'informatique. N'est-ce pas un progrès indiscutable ?

3) Comme l'on sait, le projet de réforme du statut de l'enseignant-chercheur propose que les chercheurs médiocres voient leurs heures d'enseignement augmentées (tandis que les chercheurs efficaces les verraient réduites). On accuse cette réforme de faciliter le favoritisme et le clientélisme, mais comme nous l'avons vu plus haut, grâce à la bibliométrie, les présidents d'université possèdent des critères objectifs pour leurs évaluations. Grâce à cette nouvelle politique, les universités pourront faire face à leurs problèmes budgétaires croissants. En élargissant les

heures d'enseignement obligatoire des « mauvais » chercheurs, elles gagnent sur plusieurs tableaux : des économies sur les heures supplémentaires, des économies sur les recrutements. Pourquoi recruter, à prix d'or, un nouvel enseignant, si l'on peut couvrir les besoins d'enseignement avec les chercheurs médiocres ? Cela facilitera aussi, bien entendu, la politique de non-remplacement des enseignants partis à la retraite. On contribue ainsi à « dégraisser le mammoth » de l'éducation nationale.

4) M. Sarkozy se plaint, à juste titre, que « *la valorisation et les transferts de technologie vers les entreprises donnent en France — je veux le dire — des résultats médiocres, médiocres* ». En effet, des pans entiers de notre recherche — universitaire ou CNRS — n'est pas performante, ne donne lieu à aucune valorisation, bref, ne crée aucun brevet. Quels brevets ont produit l'histoire de la philosophie ancienne, l'archéologie, les sciences sociales des religions, l'anthropologie des peuples indigènes de l'Amazonie, ou l'étude de la littérature baroque ? N'est-il pas temps de mettre fin à ce gaspillage de l'argent du contribuable ?

5) Les critiques de la réforme accusent M. le président de favoriser la concurrence entre universités et de créer un enseignement à plusieurs vitesses. Or, M. Sarkozy n'a-t-il pas raison de concentrer les ressources limitées du budget de l'éducation supérieure dans les pôles d'excellence ? Ne faut-il pas donner la priorité aux universités de haut niveau, qui forment l'élite de la nation, les futures chefs d'entreprise et hauts fonctionnaires ? Il est normal que les centres universitaires de niveau médiocre — les « facs poubelles » selon les termes des adversaires de la réforme — reçoivent des moyens bien inférieurs.

6) M. Sarkozy, dans son mémorable discours du 22 janvier, dénonçait l'immobilisme de la recherche française qui « *repose sur des bases définies au lendemain de la seconde guerre mondiale* », et ne fait que perpétuer « *les archaïsmes et rigidités* » hérités de cette époque. Il est vrai que le CNRS fut créé à la Libération, sous l'influence dominante de la gauche et de la Résistance, avec l'idée que tout — éducation, santé, transports — devait devenir un « service public ». La recherche fut donc, elle aussi, conçue dans ce même esprit archaïque, comme service public. Aujourd'hui, à l'époque de la concurrence et de la compétitivité, cet archaïsme a-t-il encore lieu d'exister ?

Michael Löwy

Directeur de recherche émérite

_Médaille d'argent (médiocre ?) du CNRS, 1994

P.-S.

* Paru dans Mediapart le 23.2.09.